SCHILLER, René, *Vom Rittergut zum Grundbesitz. Ökonomische und soziale Transformationsprozesse der ländlichen Eliten in Brandenburg im 19. Jahrhundert*

Thierry Jacob

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1139>

DOI : 10.4000/ifha.1139

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Thierry Jacob, « SCHILLER, René, *Vom Rittergut zum Grundbesitz. Ökonomische und soziale Transformationsprozesse der ländlichen Eliten in Brandenburg im 19. Jahrhundert* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1139> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1139>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

SCHILLER, René, *Vom Rittergut zum Grundbesitz. Ökonomische und soziale Transformationsprozesse der ländlichen Eliten in Brandenburg im 19. Jahrhundert*

Thierry Jacob

- ¹ Consacrée aux gros propriétaires fonciers du Brandebourg du XIXe s., cette imposante recherche, publication d'une thèse de doctorat effectuée à la Technische Universität de Berlin sous la direction de Heinz Reif, s'avère intéressante à trois égards. D'une part, prenant ses distances vis-à-vis du schème weberien et des interprétations historiographiques dominantes, R.S. propose une vision « décripée » et pragmatique, même si sans concession, de l'histoire des Rittergutsbesitzer prussiens. Loin des analyses brandissant le concept réducteur de Junker et souvent plus inspirées par des problématiques d'histoire politique, l'auteur cherche à restituer les transformations socio-économiques mais aussi la réalité socio-culturelle d'un groupe social encore mal connu. Pour ce faire, R.S. ne s'intéresse pas à la seule noblesse mais consacre tout autant d'intérêt à la bourgeoisie foncière qui, pour la première fois, fait l'objet d'une véritable étude, d'autant que la comparaison entre ces deux fractions sociales constitue le fil rouge de l'analyse. L'ouvrage se caractérise enfin par une grande rigueur et par son innovation méthodique : le choix d'une longue période d'étude (de 1807 à 1914) permet d'inscrire l'histoire des gros propriétaires fonciers dans l'épaisseur des évolutions socio-économiques ; la multiplication et le caractère inédit de certains critères d'étude ainsi que l'interpénétration entre analyses quantitative et qualitative, d'histoire sociale et d'histoire culturelle, confèrent solidité, richesse et une certaine originalité.
- ² Le livre se divise en deux parties. La première se consacre à l'étude statistique et économique de la grosse propriété foncière et de ses évolutions. Après un utile rappel

de la situation juridique et politique des gros domaines et des grands traits de leurs caractéristiques agricoles, R.S. analyse leur degré d'endettement, les niveaux de fortune et de revenus des propriétaires, les modes de réaction à la crise agraire puis les structures de la propriété foncière et de ses détenteurs. Quatre conclusions méritent d'être signalées. Loin des discours alarmistes des contemporains, l'endettement s'il est important et différentiel se tient néanmoins dans des limites acceptables et concerne principalement les petits domaines et les propriétaires bourgeois, ce qui remet ainsi en cause l'image du noble criblé de dettes. Tout au long du siècle, les revenus issus des domaines s'avèrent conséquents et permettent aux propriétaires fonciers de continuer à figurer parmi l'élite de la richesse, même s'ils ne peuvent supporter la concurrence de la bourgeoisie des affaires. Les ravages de la crise agraire des années 1870-1890 se montrent plus relatifs que réels et se concrétisent davantage dans un sentiment de perte de vitesse ouvrant la porte à la constitution d'associations agrariennes que dans une situation de « paupérisation ». Enfin, si la noblesse cède du terrain et si le nombre de propriétaires bourgeois se voit multiplié par trois, les nobles continuent de dominer la pyramide de la propriété foncière et en constituent le segment le plus stable et le plus fortuné.

- 3 Sous le titre « convergence et différence », la seconde partie compare les propriétaires nobles et bourgeois et remet en cause deux idées reçues : d'une part, la thèse selon laquelle les gros propriétaires fonciers constitueraient une « classe » monolithique au sein de laquelle les roturiers se seraient « féodalisés » au contact de la noblesse ; d'autre part l'idée que seuls les propriétaires bourgeois seraient les porteurs de la modernité agricole alors que leurs pendants nobles se caractériseraient par une incompétence les conduisant à la ruine. En fait, malgré l'acceptation progressive par la noblesse des propriétaires roturiers et malgré une coopération de plus en plus forte, notamment en matière économique et politique, les deux fractions demeurent largement séparées et continuent de cultiver des pratiques socio-culturelles très différentes empêchant de caractériser les gros propriétaires fonciers comme une classe sociale. Pas plus dans le rapport à la terre que dans les modes de dévolution des biens ou dans les choix professionnels des enfants, nobles et bourgeois ne se rapprochent véritablement, ce que confirment le très faible taux d'intermariages et la préférence partagée pour des unions homogames. Si l'analyse des modes de gestion des domaines demeure à l'état d'ébauche, ce qui constitue l'une des lacunes de l'ouvrage, R.S. en arrive néanmoins à la conclusion que nobles et bourgeois ne se différencient pas fondamentalement et que les uns et les autres ont réussi à s'adapter économiquement, adaptation qui explique le long maintien tant social que politique de la noblesse prussienne.

- 4 Thierry JACOB